

besoins du commerce, plus tôt que ne le demandaient les besoins de ceux qui avaient du bétail à y mettre. Le montant du loyer annuel, s'il est payé, est de \$24,526, soit, comme je l'ai déjà dit, à 1 cent l'acre, 6 pour 100 d'intérêt sur 16 cents l'acre. Il y a quelque chose de faux dans ceci. On n'aurait pas dû louer d'aussi grandes étendues de terre, terres louées par bail privé, et qui, lorsque ce système a été en vigueur pendant quatre ans, contiennent une tête de bétail par 38 acres. Qui sait si ces terres n'auraient pas rapporté 10 cents de l'acre, dans le cas où elles auraient été mises à l'enchère ?

Si le gouvernement avait en vue l'intérêt du public et non l'intérêt de ses amis, il était de son devoir de mettre ces terres à l'enchère et d'en obtenir le plus haut prix possible, au lieu de les distribuer à ses amis sans aucune autre limite que celle qu'aucun bon enfant ne devait recevoir plus que 100,000 acres.

La politique relative aux terrains houillers a été également répréhensible. J'ai ici un rapport abrégé jusqu'au mois de février 1883, qui démontre que 449 demandes de terrains houillers avaient été faites, et que les membres du parlement dont les noms suivent avaient fait telles demandes : J. C. Patterson, M.P., quatre demandes ; C. C. Colby, M.P., sept demandes ; John Haggart, M.P., une demande ; A. Boulton, M.P., une demande ; Thos. Scott, M.P., trois demandes ; l'honorable T. N. Gibbs, M.P., une demande ; l'honorable John Ogilvie, une demande.

M. HAGGART : J'ai fait une demande ? Qu'ai-je demandé ?

M. CHARLTON : Un bail de terrains houillers.

M. HAGGART : Non ; je n'ai pas fait de demande de ce genre.

M. CHARLTON : J'ai trouvé votre nom dans le rapport.

M. HAGGART : Non, vous ne l'avez pas trouvé.

M. CHARLTON : Eh bien, nous le chercherons. Hector Cameron, M.P., une demande ; J. G. Blanchet, M.P., une demande ; Dalton McCarthy, M.P., une demande.

M. McCARTHY : Non.

M. CHARLTON : J. C. Rykert, M.P., une demande ; Doull, M.P., une demande ; George Hilliard, M.P., une demande ; Robert Hay, M.P., une demande ; l'honorable John Norquay, deux demandes ; sir A. T. Galt—il n'est pas député—deux demandes ; Nicholas Flood Davin, une demande ; Edward Farrer, une demande. Ce sont tous des amis du gouvernement ; on n'a pas mis ces baux à l'enchère. Ces demandes, si elles ont été accordées, l'ont été sans concurrence et à certains prix fixes.

M. McCARTHY : Dites-vous quelles ont été accordées ?

M. CHARLTON : La politique du gouvernement, au sujet des terrains houillers du Nord-Ouest, n'a pas été dans l'intérêt des colons. Il n'était pas dans l'intérêt du colon que l'on accordât un monopole de charbonnage et que le gouvernement secondât les efforts de ceux qui voulaient les terrains houillers du Nord-Ouest, et les distribuât à quelques hommes qui pussent monopoliser le commerce et forcer le peuple à payer tant de plus son combustible, qui est si nécessaire dans un climat froid comme celui-là.

M. McCARTHY : L'honorable député dit-il que ces demandes ont été accordées ?

M. CHARLTON : Je n'ai pas dit cela ; j'ai dit que c'étaient des demandes.

M. BOWELL : Comment pouvaient-elles être des monopoles ?

M. CHARLTON : Aucun rapport n'a été déposé au sujet des baux de terrains houillers postérieurs à 1883, et je ne puis dire quel est le nombre de ces demandes qui ont été accueillies favorablement, mais je donne les demandes.

M. CHARLTON

M. HAGGART : Il n'y a pas de demande de ma part dans tous les cas.

M. McCARTHY : Ni de la mienne.

M. CHARLTON : Pour ce qui regarde d'autres parties de la politique du gouvernement, je parlerai du projet de colonisation n° 1. Ce projet fut adopté le 23 d'octobre 1881, il fut adopté juste à la veille d'une dissolution de cette Chambre. Je ne puis dire s'il a été adopté expressément dans le but d'attirer vers le gouvernement un grand nombre de spéculateurs, mais quelle qu'ait pu être l'intention du gouvernement, le résultat de l'adoption de ce projet a valu au gouvernement un appui très considérable et très puissant de la part des spéculateurs sur les terres. Va sans dire que les résultats de ces placements dans des terres de colonisation n'ont pas été aussi productifs que l'espéraient ceux qui ont fait des placements. Cela a peut-être été dû en grande partie au fait que le gouvernement avait accordé ces terres à des spéculateurs. Rien n'a peut-être exercé une influence plus défavorable sur la colonisation du Nord-Ouest que le fait que le gouvernement a accordé des étendues de terres qui devaient être données à des spéculateurs, s'ils se conformaient aux conditions, pour la moitié du prix que l'on exigeait du colon pour ces terres. L'empressement avec lequel on s'est prévalu de ce projet n° 1 a été quelque chose de phénoménal. L'arrêté fut passé le 23 décembre 1881. Je vois par les rapports du 1er janvier 1883, un an et huit jours après que l'arrêté eût été passé, après que le projet de colonisation eût été adopté, que le nombre des demandes faites durant cette période était de 251, et qu'elles embrassaient 2,295 townships. Voici les noms des députés qui demandèrent des terres de colonisation durant cette courte période :

	Demande de $6\frac{1}{2}$ townships.	
Robert Hay, M.P.,	do	2
Robert Hay, M.P.,	do	2
Robert Hay et associés,	do	2
Robert Hay,	do	5
Col. Williams, M.P.,	do	6
Geo. A. Drew, M.P.,	do	4
O. H. Mackintosh, M.P., et associés,	do	7
John White, M.P.,	do	4
Geo. Guillet, M.P.,	do	10
Geo. Guillet, M.P.,	do	3
O. F. Ferguson, M.P.,	do	3
Hugo Krantz, M.P.,	do	5
T. Valin, M.P., et G. Ross,	do	2
Thos. Arkell, M.P., et associés,	do	6
Wm. Elliott, M.P.,	do	5
M. H. Gault,	do	2

M. GAULT : Non, monsieur ; mon nom ne figure nulle part dans les livres.

M. CHARLTON : Ceci est extrait des documents de la session de 1883, vol. 16, n° 21, état n° 84.

M. GAULT : Je n'ai jamais dépensé un sou et n'ai rien en à faire avec des terres dans le Nord-Ouest. J'y suis allé dans le but d'acheter des terres, mais j'en ai tant vu que je suis revenu.

M. CHARLTON : Ceci se rapporte aux demandes. Je continue.

	Demande de 4 townships.	
Robt. Doull, M.P.,	do	6
Geo. P. Orton, M.P.,	do	6
C. F. Ferguson, M.P., et associés,	do	6
P. Valin, M.P.,	do	1
J. C. Patterson et associés,	do	7
J. S. McQuaig, M.P.,	do	1
James Beaty, M.P.,	do	1
J. B. Daoust, M.P.,	do	6
Charles Wallace, M.P., et associés,	do	6
O. C. Colby, M.P., et autres,	do	6
Senator Almon et autres,	do	12 $\frac{1}{2}$
D. Macmillan, M.P.,	do	6

Voici les noms de vingt-un membres du parlement demandant au gouvernement des terres qu'ils devaient recevoir à des conditions si favorables qu'ils espéraient les obtenir pour la moitié de leur prix, soit \$1 l'acre. Outre cela, sir A. T. Galt demanda cinquante townships, et on lui alloua